

*Déclarations de ministres**[Traduction]*

A la réunion des chefs des pays du Commonwealth à Nassau, on a également examiné de façon détaillée, la situation économique dans le monde à l'heure actuelle, et le Canada a eu l'honneur de faire la déclaration liminaire durant ce débat. Je me suis également empressé de signaler aux chefs du Commonwealth qu'à la récente réunion de la Banque mondiale et du FMI à Séoul, le Canada a réussi à maintenir les modalités concernant les prêts consentis à des taux préférentiels aux petits pays des Antilles faisant partie du Commonwealth par l'intermédiaire de l'Association internationale de développement. Durant les discussions de portée économique qui se sont tenues à Nassau, le Canada s'est assuré que des ressources accrues du Commonwealth seront appliquées à des initiatives destinées à inclure les intérêts des femmes dans toutes les activités de l'organisation. J'ai également annoncé aux dirigeants du Commonwealth que le Canada contribuera 50 millions de dollars répartis sur trois ans au fonds du Commonwealth pour favoriser la collaboration technique.

Enfin, la réunion de Nassau m'a donné la chance de m'entretenir avec les chefs des pays avec lesquels le Canada entretient des relations particulières, soit ceux des Antilles membres du Commonwealth. Quand je m'étais entretenu avec les chefs de ces pays en Jamaïque en février, ils avaient réclamé, comme ils l'avaient fait depuis de nombreuses années, la collaboration du Canada et une certaine compréhension des problèmes auxquels ils se heurtent en cette hémisphère. Nous avons discuté de cette question à la Chambre en abordant une gamme très étendue de problèmes commerciaux. A une réunion spéciale qui a eu lieu à Nassau, j'ai appris avec empressement aux dirigeants des Antilles, que le Canada avait réagi en proposant de nombreuses mesures pratiques et concrètes. Elles comprennent la conclusion d'un arrangement commercial de franchise douanière unilatérale portant sur 99 p. 100 des exportations des Antilles vers le Canada; une modification à la loi canadienne qui permettra l'entrée au rhum non mélangé au Canada; la mise au point d'un répertoire des moyens de fabrication et d'exportation des pays des Antilles membres du Commonwealth pour faciliter les exportations antillaises au Canada; l'établissement d'une méthode qui donnera aux commissaires commerciaux des Antilles accès au bureau du MEIR et 50 nouvelles bourses offertes au Canada à des étudiants des pays des Antilles membres du Commonwealth. En outre, des accords sur le transport aérien ont été signés entre le Canada et les gouvernements de la Jamaïque, de la Barbade ainsi que St. Kitts-Nevis. C'est un exemple de la responsabilité particulière que le Canada assume en ce qui concerne des régions d'intérêt particulier au sein du Commonwealth. Nous avons assumé cette responsabilité au nom de tous les députés de la Chambre, et je suis ravi de dire à tous les députés la satisfaction avec laquelle l'intervention canadienne dans ces domaines vitaux a été accueillie par les États-frères du Commonwealth de la région des Antilles.

Le succès de la Conférence des pays du Commonwealth elle-même à Nassau, monsieur le Président, est pour moi une première expérience et la réaffirmation touchante de la valeur de cette organisation internationale particulière et spéciale. A la clôture de la Conférence, j'ai invité au nom du Canada les chefs d'État du Commonwealth à tenir leur prochaine conférence ici, au Canada, en 1987, et je suis heureux d'annoncer

que cet important événement se tiendra à Vancouver, en Colombie-Britannique.

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: On avait le choix entre Vancouver et Manicouagan.

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: Monsieur le Président, dans l'allocution que j'ai prononcée mercredi dernier devant l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, j'ai abordé cinq questions-clés intéressant les Canadiens au plus haut point. J'ai à nouveau confirmé au nom de tous les parlementaires le rôle primordial tant de la diplomatie multilatérale que des Nations Unies dans la politique étrangère du Canada. Au nom de tous les Canadiens, j'ai exprimé l'espoir que les prochains pourparlers de Genève entre le président Reagan et le secrétaire général Gorbachev mettent effectivement le monde sur la voie d'une véritable réduction des arsenaux nucléaires des deux camps. J'ai fait brièvement état devant l'Assemblée générale des conclusions auxquelles en étaient arrivés à Nassau les chefs d'État du Commonwealth sur un programme d'action concertée visant à faire table rase de l'apartheid. Compte tenu d'incidents répétés au niveau du terrorisme international, dont il a été à nouveau question en cette Chambre, j'ai incité tous les pays à une action ferme et concertée contre ce fléau qui menace nos sociétés civilisées.

Enfin, tant au cours de mon allocution à l'ONU que plus tard, lors d'une cérémonie distincte à l'UNICEF, j'ai confirmé que le Canada s'engageait à contribuer 25 millions de dollars de plus à l'objectif des Nations Unies de l'immunisation universelle d'ici à 1990. Si cet objectif est atteint, au moins cinq millions d'enfants et de bébés seront ainsi sauvés chaque année.

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: C'est là un autre exemple du travail ingrat qu'accomplissent les organismes de l'ONU sans qu'on ne le sache toujours. C'était une merveilleuse occasion d'attirer l'attention du monde sur le magnifique travail qu'effectuent tant de gens au nom de ceux qui, parfois, n'ont ni Parlement, ni députés ni ministres pour les représenter.

A New York, je me suis également entretenu avec le premier ministre d'Israël, Shimon Peres, et M. Nakasone, premier ministre du Japon. M. Peres et moi avons discuté de la possibilité que nos deux pays collaborent à des projets civils de recherche et de développement. Il m'a exposé les efforts qu'il déploie en vue de relancer le processus de paix au Proche-Orient. Malgré les graves incidents qui ont frappé la région ces derniers temps, je me réjouis de ce que le premier ministre Peres et le roi Hussein cherchent toujours un règlement pacifique qui soit négocié dans un esprit de justice. J'ai assuré M. Peres du soutien inébranlable du Canada à cet égard.

Mon entretien avec M. Nakasone, le troisième en huit mois, nous a permis d'approfondir nos relations personnelles, déjà excellentes, et d'explorer le point de vue particulier que l'un et l'autre jetons sur les grandes questions économiques et politiques de l'heure. Je lui ai exposé les objectifs qui poussent mon gouvernement à rechercher avec les États-Unis une entente globale sur le commerce, lui garantissant que, si jamais cette entente se réalise, elle sera parfaitement conforme à nos obligations dans le cadre du GATT et ne saurait nuire en rien à